

Les 300 chercheurs du Panel international pour le progrès social ont présenté les premiers résultats de leurs travaux. « Le Monde » publie des extraits de trois des vingt-deux chapitres, sur la démocratie, la croissance et l'emploi

Construire un monde meilleur

La croissance n'est pas l'ennemi du bien-être humain

Il n'existe pas de tragique incompatibilité entre croissance économique et préservation du climat, entre efficacité et égalité

PAR PURNAMITA DASGUPTA,
OTTMAR EDENHOFER ET KRISTIN SEYBOTH

Deux grands récits tendent à imprégner toute discussion sur le capitalisme : l'un insiste sur les bienfaits qu'il a procurés, l'autre se concentre sur ses effets néfastes. Les récits intermédiaires ont jusqu'à ce jour largement échoué à fournir une alternative viable sur une échelle ou à un niveau de reproductibilité suffisant. Nous pensons qu'un troisième récit est possible – un récit qui transforme le capitalisme. Ce récit alternatif est à même de réduire la pauvreté et les inégalités tout en réconciliant croissance économique et préservation du climat, toutes choses indispensables à un développement durable.

Le premier récit voit dans le capitalisme un processus de libération. La croissance économique a généré des progrès spectaculaires sur le plan de l'espérance de vie, de la santé, de l'éducation et du développement culturel. Les avancées technologiques, quand elles étaient protégées par des droits de propriété établis, ont commencé à se multiplier dès la fin du XVIII^e siècle. La forte hausse de la croissance économique, facilitée par les progrès technologiques, a procuré une abondance de biens matériels et a permis aux populations d'accroître leur niveau de vie et de sortir de plusieurs siècles d'une existence sous le joug de la pauvreté.

Le deuxième récit considère le capitalisme et la croissance économique comme un processus d'aliénation. Même sans se placer (comme Schumpeter) dans la perspective d'une instabilité à long terme du capitalisme, il ne fait aucun doute que le capitalisme tel qu'il est habituellement compris soulève une série de problèmes de nature à porter tort à la croissance économique et à empêcher la réalisation du progrès social. Lorsque les marchés ne sont pas régulés, ils entraînent un accroissement substantiel des inégalités. Le fossé entre le 1 % des plus riches et le reste de la population s'est creusé de manière significative au cours des trente dernières années. Le pouvoir excessif des milieux d'affaires est désormais plus puissant que le pouvoir protecteur des États-nations, et va parfois jusqu'à mettre à mal les réglementations en matière de santé, d'environnement et de droit du travail. Ce récit souligne également les dommages causés au capital naturel (atmosphère, océans, forêts), qu'ils prennent la forme de pollu-

tions localisées ou du réchauffement climatique global. Certains affirment que la croissance économique est tellement liée à la destruction de la nature que la décroissance lui serait préférable.

Un troisième récit, capable de préserver les avantages des marchés tout en remédiant à leurs défauts, offre de meilleures options pour l'avenir. Enrayant le changement climatique exige la réduction rapide des émissions, laquelle ne sera possible que si l'on instaure un prix du carbone sur l'utilisation des combustibles fossiles. Une taxe sur le carbone favorisera le recours à des technologies innovantes sans carbone. Dans le même temps, elle générera des recettes permettant le financement d'investissements publics dans les infrastructures de l'énergie, des transports, de la santé et de l'éducation, et pour diminuer les taxes sur le travail et le capital, facteurs de distorsions dans l'économie. Correctement conçus, ces investissements et ces baisses de taxes ont un potentiel important de réduction des inégalités.

ADOPTER UNE ATTITUDE AUDACIEUSE

Pour atteindre cet objectif, il importe que la définition et la mise en œuvre de ces mesures soient effectuées par des institutions et des structures de gouvernance qui promeuvent le progrès social au travers d'une palette d'initiatives politiques qui, sans rejeter complètement le rôle des marchés, n'imposent pas non plus à la société un déterminisme fondé sur ces mêmes marchés. Les critères conventionnels fondés sur la productivité échouent à fournir un moyen de juger l'efficacité de la croissance économique en termes de progrès humain, de bonheur ou de capacité à atteindre un développement soutenable ; il serait cependant naïf de rejeter la contribution de la croissance elle-même à l'émergence du bien-être social.

L'humanité n'est pas vouée à l'échec pour cause de tragique incompatibilité entre croissance économique et préservation du climat, entre efficacité et égalité, entre valeurs marchandes et valeurs non marchandes. Ce n'est qu'en adoptant une attitude audacieuse face aux défis que pose la croissance économique, tout en assurant la poursuite de cette croissance, que nous pourrions progresser en direction d'un développement durable. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Purnamita Dasgupta, chaire d'économie des ressources et de l'environnement, Institut de la croissance économique, New Delhi ; **Ottmar Edenhofer**, professeur d'économie du changement climatique à l'université technique de Berlin et directeur du Centre Mercator sur le changement climatique ; **Kristin Seyboth**, consultante, Etats-Unis

Contre le recul de la démocratie

L'économie s'est évadée des institutions politiques et sociales. Elle doit s'y intégrer de nouveau

PAR PETER WAGNER, ÉLISA REIS
ET MARCEL VAN DER LINDEN

À la fin du XX^e siècle, les prévisions de démocratisation et de mondialisation économique allaient de pair, suscitant l'espoir de parvenir à un monde entièrement démocratique dans lequel les besoins matériels seraient satisfaits et la pauvreté surmontée.

Mais le progrès économique a été inégal selon les régions du monde et marqué par des crises financières. La démocratie s'est répandue, mais certains efforts de démocratisation ont échoué et ont fait naître une violence incontrôlable. En outre, de nombreux citoyens ont cessé de croire que leur participation pouvait avoir un effet sur les politiques suivies et se détourner de la politique, ou expriment leur mécontentement en soutenant des démagogues. Pour toutes ces raisons, l'optimisme de la fin du XX^e siècle a faibli.

Historiquement, les idées suggérant une relation étroite entre les développements de la démocratie et du capitalisme trouvent leur origine aux XVII^e et XVIII^e siècles, et conservent une partie de leur pertinence aujourd'hui.

Le début des temps modernes, de 1500 à 1800, a vu émerger la notion de droits inaliénables et l'idée que tout ordre politique légitime doit reposer sur l'accord entre les détenteurs de ces droits. À partir de la fin du XVIII^e siècle, l'idée de démocratie a incarné le progrès politique. L'idée de développer le commerce a également vu le jour en réponse à la guerre et à la misère. Si la nature humaine ne peut être changée, la société peut l'être de telle manière que les interactions sociales soient motivées davantage par les intérêts que par les passions indomptables et violentes. Montesquieu et Adam Smith ont ainsi promu la vision du « doux commerce » comme voie vers la « richesse des nations ».

Mais, au cours du XIX^e siècle, une société de classes est apparue, la participation politique institutionnelle est restée limitée et l'abolition formelle de l'esclavage a tardé à être mise en œuvre. Au début du XX^e siècle, la combinaison entre l'extension de la démocratie et la crise du capitalisme a conduit à une situation explosive. Les demandes de la population ne pouvaient plus être aussi facilement ignorées ou réprimées qu'auparavant, ce qui a conduit à l'implosion de la démocratie et à la montée des régimes autoritaires.

Il est tout aussi erroné de penser que la démocratie et le capitalisme sont deux expressions complémentaires de la liberté de l'homme et de l'autodétermination que d'estimer qu'ils sont irrémé-

diablement inconciliables. Il y a plutôt une tension fondamentale entre leurs modes spécifiques de fonctionnement. D'une part, la démocratie est le terme que nous utilisons pour l'idée normative de liberté et d'égalité dans l'autodétermination collective. D'autre part, l'idée normative d'une économie de marché capitaliste est basée sur la poursuite individuelle des intérêts, le résultat collectif n'étant que l'ensemble des réussites individuelles.

UN PARADOXE DE NOTRE ÉPOQUE

Après la seconde guerre mondiale, l'État-nation démocratique capitaliste a été considéré comme la réponse à cette tension entre démocratie et capitalisme. Démocratique, il pouvait également tirer profit de l'efficacité fonctionnelle de l'économie de marché, en l'intégrant dans le cadre institutionnel national du régime keynésien. En outre, la fiscalité était utilisée comme moyen de redistribution sociale, finançant la construction de l'État-providence.

Les transformations récentes peuvent être considérées comme un épisode au cours duquel les pratiques capitalistes s'échappent une nouvelle fois du contrôle des institutions démocratiques. À partir des années 1980, les gouvernements ont de plus en plus démantelé les obstacles à la réorganisation mondialisée du capitalisme, en partie dans l'espoir de bénéficier de l'accroissement de la productivité, en partie sous la pression de la concurrence mondiale.

Les conséquences politiques de ces politiques économiques sont une limitation considérable du champ de la démocratie : les politiques concernant la fiscalité, les conditions de travail ou les relations entre partenaires sociaux interfèrent avec la compétition mondiale pour les capitaux. D'autres politiques, comme celles concernant les questions sociales ou l'éducation, sont tributaires des recettes de l'État, et donc indirectement touchées par des choix budgétaires restrictifs. La combinaison de la mondialisation du capitalisme avec la limitation de la portée des pratiques démocratiques est au cœur d'un paradoxe de notre époque : alors qu'il n'y a jamais eu autant de pays démocratiques, la capacité réelle d'autodétermination collective est radicalement diminuée par rapport aux périodes précédentes. Une nouvelle intégration de l'économie, au sens de l'économiste hongrois Karl Polanyi (1886-1964), dans les institutions sociales doit être inventée. ■

Peter Wagner est professeur en philosophie sociale à l'université de Barcelone ; **Elisa Reis** est professeure de sociologie politique à l'université fédérale de Rio de Janeiro ; **Marcel van der Linden**, historien, est chercheur émérite à l'Institut d'histoire sociale de l'université d'Amsterdam

Investir dans le capital humain reste primordial

Il demeure crucial de mettre en place des politiques offrant un accès égalitaire à la sécurité de l'emploi

PAR WERNER EICHHORST
ET ANDRÉ PORTELA SOUZA

La mondialisation et les nouvelles technologies réduisent la demande pour certains types d'emplois tout en accroissant la demande pour d'autres. Les perdants sont les travailleurs dotés de compétences spécialisées qui sont peu à peu remplacés par des machines, ou les travailleurs opérant dans des secteurs directement mis à mal par la compétition mondiale. Parmi les gagnants, on trouve les travailleurs possédant des qualifications qui bénéficient directement des nouvelles technologies ou de la mondialisation. Ceux-là sont très visibles.

Mais d'autres sont dispersés ou invisibles. D'une façon générale, ces bénéficiaires invisibles ont profité des nouvelles

technologies et de la mondialisation par le biais de la baisse des prix des produits et des services. Les consommateurs peuvent acheter ce qu'ils achetaient auparavant, mais il leur reste une partie de leurs revenus pour s'offrir d'autres biens et services ; ils ont ainsi vu leur niveau de vie progresser. Plutôt que de retarder ou d'empêcher les changements par des approches protectionnistes, il est préférable de mettre en place des politiques capables de venir en aide à ceux qui sont touchés de manière négative. Ces politiques doivent avoir pour objectif de faire accepter les changements par ceux qui sont touchés.

La démonstration a été largement faite que l'investissement dans le capital humain est d'une importance primordiale pour la réussite et la productivité de la vie adulte d'un individu. Effectuer au bon moment, tout au long du cycle de formation, les bons investissements dans les aptitudes et capacités d'un individu peut avoir des effets durables. Des interventions bien conçues peuvent atténuer en partie, voire contrebalancer totalement les handicaps de ceux qui n'ont pas bénéficié au départ d'un investissement adéquat dans leur capital humain. En

particulier des investissements appropriés dans la petite enfance constituent la méthode la plus économique pour réduire les inégalités des chances. Même à l'âge adulte, des politiques bien pensées et bien contextualisées peuvent atténuer ou combler ces handicaps. Par ailleurs, un monde en évolution rapide exige une adaptation permanente. C'est pourquoi il est recommandé de mettre en place un système dynamique d'éducation et de formation professionnelle continue prévoyant des interactions constantes entre périodes scolaires et stages en entreprise.

RÉDUIRE LES RISQUES

Hormis l'éducation, un accès adéquat à la sécurité de l'emploi et des revenus pour l'ensemble de la population active sur tous les marchés du travail est absolument crucial. Il s'agit de réduire les risques dans certains secteurs pâtissant d'un manque de protection et d'augmenter les possibilités de mobilité et de transition. En termes de réformes institutionnelles, cela implique d'instaurer tout d'abord un système souple de protection de l'emploi, afin d'accroître la possibilité

d'accéder à des contrats permanents et à des emplois stables dans des secteurs largement marqués par la précarité ; ensuite une couverture véritablement universelle de l'assurance-chômage et de l'assistance sociale ; et enfin des programmes efficaces de retour à l'emploi, parmi lesquels le recyclage professionnel des travailleurs adultes écartés de l'emploi par les évolutions du marché du travail. Nous devons cependant être conscients des différences entre les pays en termes de développement, de ressources et de traditions institutionnelles. Si des principes généraux de protection peuvent être formulés à un niveau global, ils doivent être adaptés aux conditions nationales en ayant recours à la fois à la législation et à la négociation collective. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Werner Eichhorst est politiste et sociologue à l'Institut d'études du travail (IZA), à Bonn. **André Portela Souza** est professeur à l'École d'économie de Sao Paulo, Fondation Getulio Vargas

LE CONTEXTE

IPSP INTERACTIF

Depuis 2015, le Panel international pour le progrès social (IPSP), créé avec le soutien de la Fondation Maison des sciences de l'homme (France) et l'université de Princeton (Etats-Unis), réunit près de 300 chercheurs du monde entier et de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales (« Le Monde » du 2 juin). Son objectif est d'évaluer les facteurs de progrès des sociétés humaines au XXI^e siècle. L'IPSP a ainsi rendu publique la première version de ses travaux sur son site (comment.ipsp.org, résumés en français sur ipsp.org/fr/champ) et invite toute personne intéressée à déposer des commentaires (comment.ipsp.org), à échanger sur des forums de discussion (ipsp.org/interact/forums) et à participer à des enquêtes d'opinion (ipsp.org/interact/survey).